



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 04/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/08/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SECAF CHAMFRAY

115 CHEMIN DES GREPILLES
42720 VOUGY

Références : UID4243-DSSP-024-0396
Code AIOT : 0006113571

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/08/2024 dans l'établissement SECAF CHAMFRAY implanté 115 CHEMIN DES GREPILLES 42720 VOUGY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite se déroulait dans le cadre d'une plainte déposée par les riverains du site auprès de l'inspection, concernant des nuisances sonores.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SECAF CHAMFRAY
- 115 CHEMIN DES GREPILLES 42720 VOUGY
- Code AIOT : 0006113571
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation de collecte et de tri de déchets dangereux et non dangereux

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Incident du 06/08/2024	Article R512-69 du code de l'environnement	Sans objet
2	Plainte	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 25	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans le cadre de la demande d'autorisation environnementale déposée par l'exploitant, l'ensemble des actions correctives mises en place par l'exploitant pour résoudre les problèmes de bruit liés à l'activité du site fera l'objet de prescriptions particulières dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incident du 06/08/2024

Référence réglementaire : Article R512-69 du code de l'environnement
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie de déchets d'emballages
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : <u>Synthèse de l'incident :</u> Un incendie est survenu le 06 août 2024 à 20h15 sur le site de SECAF CHAMFRAY, au sein d'une benne de 30 m3 contenant des déchets d'emballage issus de la collecte sélective réalisée chez les professionnels. Il a été maîtrisé vers 22h15 par les pompiers, à l'aide de l'eau de la réserve incendie présente sur le site. Une reprise du feu a été constatée vers 3h30 du matin, et la situation est

revenue à la normale vers 11h30 le 07 août.

L'exploitant n'est pas en mesure d'expliquer l'origine du sinistre, mais suspecte une fermentation de déchets dans la benne cumulée avec les fortes chaleurs du jour précédent l'incendie (plus de 40 °C).

Aucune victime n'est à déplorer, ni dégât matériel. Environ 90 m³ soit 18 T de DIB ont brûlé. Ils ont été évacués vers l'ISDND de Roche la Molière. L'exploitant dispose des bons d'enlèvement de ces déchets.

Les eaux d'extinction ont été confinées dans le bassin prévu à cet effet, qui a joué son rôle pleinement. Lors de l'inspection, les eaux étaient encore en attente d'analyse et donc toujours stockées dans le bassin. Le volume à traiter est estimé à 50 m³.

Mesures prises par l'exploitant en suite de ce sinistre :

- achat d'une caméra thermique portative la semaine après l'incendie, et mise en place pérenne de rondes tous les soirs. A ce titre, l'exploitant a rédigé un protocole d'observation de son site, afin de détecter précocement les départs de feu. Une fiche d'observations est remplie à chaque ronde, avec un relevé de températures et des seuils d'alerte en fonction de celles-ci.
- devis demandé (finalisé le jour de l'inspection) à une société spécialisée en sécurité incendie pour l'installation de caméras thermiques fixes et de dômes sur le site.

L'exploitant a demandé que l'intégralité des équipements soit installée avant avril 2025 (délais du fournisseur). Une caméra fixe sera installée sur la zone presse à balles, et 3 dômes seront installés afin d'avoir la couverture thermique la plus efficiente et la plus large possible du site.

Une caméra thermique pourra également être installée sur la partie « Atelier de maintenance » du site. L'ensemble de ces équipements permettra d'obtenir un balayage en quinconce afin que toutes les zones soient surveillées en permanence.

Une caméra sera également installée sur la zone où les véhicules lourds du site sont stockés. Des seuils de température basse et haute seront fixés en fonction du type de déchets présent dans la zone de surveillance.

En particulier, un dôme analysera la température en temps réel du local DDS (seuil de température plus bas que sur les autres déchets, afin de détecter toute anomalie). Lorsque la température dépassera le seuil bas fixé de la zone observée, l'exploitant recevra une pré-alarme sur son téléphone. En cas de dépassement du seuil haut, une alarme sera retransmise sur le PC du bureau le jour, et de nuit, une levée de doute sera effectuée via les caméras du site. En fonction de la gravité des éléments constatés, les mesures de protection adéquates seront prises.

- contrôles visuels accrus sur les déchets entrants sur le site provenant d'entreprises extérieures : à ce titre, l'exploitant a prévu d'organiser fin Septembre une réunion en présence de l'ensemble de son personnel afin de les former sur les modalités d'acceptation des déchets sur le site

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra compléter la fiche d'incident du BARPI et la transmettre à l'inspection.

Elle est disponible à l'adresse suivante : https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/wp-content/uploads/2021/04/fiche_notification_accident_avril2021_MTE.pdf

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plainte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 25

Thème(s) : Risques chroniques, Plainte bruit

Prescription contrôlée :

Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
supérieur à 45 dB (A)	dB(A)	3 dB(A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 pour cent de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

II. Appareils de communication

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Constats :

L'inspection a été alertée le 12/08 par des riverains proches du site, de problèmes de bruit mettant a priori en cause SECAF CHAMFRAY :

- fonctionnement du site en dehors des horaires d'ouverture : trafic de camions débutant à 4h00 du matin, camions circulant à 22h00 le soir;
- bruits "insupportables" liés à une activité de broyage, qui proviendraient soit de SECAF CHAMFRAY, soit de l'entreprise voisine COPET RVM, avec un fonctionnement de nuit comme de jour;
- les habitants les plus proches du site sont très importunés par des alarmes sonores de véhicules et des bruits de moteurs.

Face à ces éléments, l'exploitant a explicité les actions déjà mises en place sur le site :

- les horaires d'ouverture au public sont différents des horaires de fonctionnement du site (04h00 / 5h00 le matin jusqu'à 20h00 le soir). En effet, afin de pouvoir organiser la collecte des déchets des collectivités, les camions du site doivent partir très tôt le matin. L'exploitant insiste sur le fait que les départs de camions très tôt le matin sont pratiqués depuis une dizaine d'années, du fait de l'activité du site. Selon l'exploitant, il est très rare

que des camions d'entreprises extérieures arrivent à 22h00, mais il est possible que cela soit arrivé récemment. En temps normal, les horaires de fonctionnement étant respectés, le dernier camion doit arriver sur site à 20h00.

- face aux plaintes des riverains, l'exploitant explique avoir mis à disposition sur son site un registre des plaintes depuis 2015, sans qu'aucun tiers ne se manifeste directement auprès de celui-ci. A ce titre, l'inspection propose à l'exploitant d'organiser une réunion publique sur son en présence des riverains, afin d'explicitier son activité et échanger sur l'objet des plaintes.
- il n'existe plus d'activité de broyage sur site depuis plus d'un an, car il n'y a pas assez de place. La responsabilité du bruit généré par cette activité n'incombe donc pas à SECAF CHAMFRAY.
- un rapport détaillé répondant point par point aux différentes plaintes des riverains déposées lors de l'enquête publique a été rédigé par l'exploitant et transmis à l'inspection dans le cadre de la demande d'autorisation déposée par SECAF CHAMFRAY, afin de montrer que le site s'efforce de répondre aux exigences réglementaires. Ce rapport fera l'objet d'une synthèse dans le rapport de fin d'enquête publique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il sera proposé dans le futur arrêté préfectoral d'autorisation du site de fixer les horaires de fonctionnement du site, afin d'encadrer les allées et venues des camions.

De plus, une mesure de bruit devra être effectuée dans les 6 mois après la signature de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Type de suites proposées : Sans suite